

Le revenu de solidarité active (RSA)

Le revenu de solidarité active (RSA) traduit le droit fondamental de tous les citoyens à disposer de ressources suffisantes pour vivre conformément à la dignité humaine, droit énoncé dans le préambule de la Constitution française de 1946 et par le Conseil de l'Europe.

Depuis 2009, le RSA remplace le revenu minimum d'insertion (RMI) et l'allocation pour parent isolé (API).

Il poursuit quatre objectifs :

1. offrir des moyens convenables d'existence à toute personne privée de ressources ;
2. faire en sorte que chaque heure travaillée se traduise, pour l'intéressé, par un accroissement du revenu disponible – c'est-à-dire que le travail « paie » et ce, dès la première heure travaillée ;
3. compléter les ressources des personnes reprenant une activité pour réduire la pauvreté au sein de la population active occupée ;
4. simplifier les mécanismes de solidarité de façon à les rendre plus lisibles.

Le RSA est entré en vigueur le 1er juin 2009 en métropole, le 1er janvier 2011 dans les départements et collectivités d'outre-mer (à l'exception de la Polynésie française, la Nouvelle Calédonie et Wallis-et-Futuna où il n'est pas applicable) et le 1er janvier 2012 à Mayotte (selon des modalités spécifiques).

Le « RSA jeunes actifs » a été créé le 1er septembre 2010 en métropole (le 1er janvier 2011 dans les DOM).

Il peut être versé aux personnes de moins de vingt-cinq ans, sans enfant à charge, en activité ou sans activité, qui ont, dans les trois années précédant la demande, travaillé deux ans, soit au moins 3 214 heures.

Le revenu de solidarité active (RSA) est :

- un revenu minimum pour ceux qui ne travaillent pas ;
- un complément de revenu pour ceux qui travaillent (y compris pour les salariés en contrat aidé) ou qui prennent ou reprennent un emploi mais dont les ressources n'atteignent pas un certain niveau, variable selon la composition du foyer. Une personne seule peut ainsi bénéficier du RSA tant que ses revenus professionnels restent inférieurs au salaire minimum (le Smic) ; un couple sans enfant si son revenu est inférieur à environ 1,4 Smic.
- un dispositif d'accompagnement social et professionnel pour faciliter l'accès à l'emploi ou consolider les capacités professionnelles de ceux qui sont sans activité ou qui ne tirent de leur activité que des ressources limitées.

Le RSA repose sur un système de droits et devoirs :

- le droit à un revenu minimum ou à un complément de revenu et, selon la situation de la personne, à un accompagnement professionnel et social adapté ;
- selon la situation de la personne, le devoir de rechercher un emploi ou d'entreprendre des actions en faveur d'une meilleure insertion.

La composition et les ressources du foyer déterminent le montant du RSA. Le foyer se compose du demandeur et éventuellement :

- de son conjoint, concubin ou partenaire d'un PACS ;
- des personnes suivantes vivant au foyer, sous réserve du montant de leurs ressources :
 - les enfants ouvrant droit aux prestations familiales ;
 - les autres enfants et les personnes âgées de moins de 25 ans qui sont à la charge effective et permanente du foyer à condition, lorsqu'elles sont arrivées au foyer après leur dix-septième anniversaire, d'avoir avec le demandeur ou son conjoint, concubin ou partenaire un lien de parenté jusqu'au 4ème degré inclus.

Qui peut bénéficier du RSA ?

Toute personne peut demander à bénéficier du revenu de solidarité active (RSA), sous réserve de remplir des conditions administratives et des conditions de ressources.

La décision d'attribution du RSA est prise par le président du conseil général.

Conditions administratives

Age – Le demandeur doit :

- être âgé de plus de vingt-cinq ans ; ou
- avoir moins de vingt-cinq ans et avoir au moins un enfant à charge, né ou à naître ; ou
- avoir moins de vingt-cinq ans et avoir travaillé deux ans sur les 3 dernières années (pour le « RSA jeunes actifs »)

Séjour – Le demandeur doit :

- résider en France de manière stable, effective et permanente ; et
- pour les ressortissants de l'espace économique européen (EEE), hors France, et de la Suisse, remplir les conditions de droit au séjour et avoir résidé en France durant les trois mois précédant la demande. Sont exonérées de cette durée de résidence, les personnes exerçant une activité professionnelle ou ayant exercé une activité professionnelle mais qui sont en incapacité temporaire de travailler pour des raisons médicales ou suivent une formation ou sont inscrites sur la liste des demandeurs d'emploi ;
- pour les ressortissants étrangers (hors EEE), sauf exception, être titulaire, depuis au moins 5 ans, d'un titre de séjour autorisant à travailler. Sont exonérés de ce titre les réfugiés, les apatrides, les bénéficiaires de la protection subsidiaire, les étrangers titulaires de la carte de résident ou d'un titre de séjour conférant des droits équivalents ainsi que les personnes ayant droit à la majoration pour parent isolé. Dans ce cas, les demandeurs doivent remplir les conditions donnant droit aux allocations familiales.

Conditions de ressources

Pour bénéficier du RSA, les ressources du foyer doivent être inférieures à un montant calculé en fonction de la composition du foyer. On prend en compte la moyenne mensuelle des ressources perçues au cours des trois mois précédant la demande.

Au-delà d'un certain niveau de ressources, un foyer n'est donc plus éligible au RSA. On appelle ce niveau le « point de sortie ».

Sources: <http://www.social-sante.gouv.fr/espaces.770/handicap-exclusion.775/dossiers.806/le-revenu-de-solidarite-active-rsa.2279/qu-est-ce-que-le-rsa.14328.html>; <http://www.social-sante.gouv.fr/espaces.770/social.793/dossiers.794/le-rsa-mode-d-emploi.2279/>; <http://www.social-sante.gouv.fr/espaces.770/handicap-exclusion.775/dossiers.806/le-revenu-de-solidarite-active-rsa.2279/qui-peut-demander-a-beneficier-du.14881.html>